

Intervention de M. Xavier BETTEL,
Premier Ministre, Ministre d'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
COP21, Leaders Event
Paris, le 30 novembre 2015

Monsieur le Président,

Excellences,

Chers collègues,

C'est la **dernière ligne droite d'une année 2015 charnière pour notre planète**. En juillet nous avons trouvé un **accord sur le financement du développement** à Addis-Abeba. Fin septembre nous avons adopté **l'agenda 2030 pour le développement durable** à New York.

Aujourd'hui nous sommes réunis pour donner le coup d'envoi pour **finaliser l'accord de Paris sur le climat**. Cet accord est indispensable pour permettre à l'humanité **d'accélérer sa transition vers une société et une économie plus durables, pour un monde plus juste, plus équitable et plus sûr**.

Les conséquences du changement climatique se font ressentir partout. Elles auront un impact sur tous les aspects de nos sociétés. Le changement climatique va exacerber la pénurie des ressources telles que la nourriture, l'eau et l'énergie. De telles conditions de précarité risquent d'enlever toute **perspective de futur aux jeunes générations**. Elles auront ainsi un impact majeur sur la stabilité de nos sociétés et la sécurité. Dans certaines régions force est de constater qu'elles ont déjà prouvé d'être des terres fertiles pour le recrutement par des acteurs non-étatiques tels que ISIS, Al Qaida, Boko Haram et Al Shabaab.

Un succès ici à Paris est essentiel. Un accord doit nous permettre d'apporter d'importants **éléments de réponse aux multiples crises auxquelles nous sommes confrontés : la migration, la pauvreté, la faim et la destruction de l'habitat.**

L'Union européenne – et le Luxembourg en son sein - plaide pour **un accord ambitieux et crédible, contraignant et inclusif**, qui adressera **l'atténuation et l'adaptation sans négliger le volet des pertes et dommages** si important pour les populations les plus vulnérables.

Dans cette optique et en vue de **limiter l'augmentation de la température à 2 degrés Celsius au plus**, nous considérons qu'il est primordial de s'accorder :

1. sur un **objectif global de long terme** à savoir un **niveau d'émissions inférieur ou proche de zéro à l'horizon 2100** ;
2. sur **un mécanisme dynamique** permettant le **réexamen régulier, tous les 5 ans et seulement à la hausse**, de nos ambitions ;
3. sur **des règles claires** permettant de garantir la **transparence du processus.**

Nous savons tous **qu'il n'y aura pas de développement durable sans un financement du développement qui le soit aussi!**

Le **changement climatique** affecte en premier lieu les **populations les plus vulnérables** et contribue, de ce fait, à accroître les inégalités dans le monde. C'est pourquoi cette conférence devra envoyer un **signal fort concernant les moyens de mise en œuvre et, notamment, les financements** qui seront mobilisés pour **soutenir les pays pauvres et vulnérables** et faciliter leur passage à des économies résilientes et sobres en gaz à effet de serre.

Je me permettrai de rappeler en la matière, les efforts consentis par l'Union européenne. Pour la seule année 2014, l'Union européenne et ses Etats-Membres ont consacré **pas moins de 14,5 milliards d'euros** au financement de la lutte contre le changement climatique.

Conscient de la responsabilité historique qui est aussi nationalement la sienne, le **Luxembourg s'est engagé à augmenter de façon significative** le financement climatique international. Notre contribution totale s'élèvera ainsi à **365 millions d'euros** pour les années de 2014 à 2020, soit une contribution supérieure à 600 euros par habitant. Cette enveloppe comprend notamment une participation annuelle de 5 millions d'euros réservée au **Fond Vert pour le Climat, soit 35 millions d'euros au total sur la période**, ainsi qu'une contribution de 1 million d'euros à l'**initiative CREWS¹ sur les systèmes d'alerte précoce**. 120 millions de cette contribution seront **additionnels à l'effort important que nous fournissons par ailleurs en matière d'aide publique au développement (APD)**. Nous nous attacherons à ce que ces dépenses publiques puissent générer un **effet de levier maximal sur d'autres sources de financement, publiques et privées**.

Depuis ce matin j'ai entendu **beaucoup de messages encourageants**, d'engagements et d'appels à redoubler nos efforts. Il faut maintenant aller de l'avant. Une **meilleure intégration de toutes nos politiques** est nécessaire pour garantir une **répartition des richesses plus équitable et donc une plus grande stabilité dans un monde plus juste, plus démocratique et plus sûr**.

Je vous remercie pour votre attention.

¹ CREWS : Climate related early warining systems